

Déclaration de
la Fédération nationale des étudiants, lycéens
et collégiens d'Action française

1927

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

— 2011 —

Certains droits réservés
merci de consulter
www.maurras.net
pour plus de précisions.

Fédération nationale des étudiants, lycéens et collégiens d'Action française ¹

À Charles Maurras.

Paris, 17 janvier 1927.

Cher Maître,

Si, dans notre peuple, il est une classe qui vous doit, avant les autres, son témoignage, c'est bien celle des étudiants français. C'est à travers eux que votre pensée, depuis vingt-cinq ans, a fait son magnifique chemin. C'est à cause d'eux surtout que l'on veut vous frapper aujourd'hui.

Chaque année, vous nous avez rassemblés plus nombreux, venus des origines les plus différentes ; beaucoup fils de vieilles familles catholiques, mais beaucoup aussi enfants du siècle, qui n'avaient trouvé dans leur berceau que l'indifférence pour la religion ou même l'hostilité. Aujourd'hui, si nous constituons une forte proportion dans les Universités catholiques, nous peuplons les Universités de l'État, beaucoup plus nombreuses. On y compte, d'ailleurs, maintenant pas mal de croyants, et, chez presque tous les étudiants, un égal respect de la religion.

Cela, nos pères ont peine à le croire. Ils nous disent que, de leur temps, dans les lycées et les facultés, l'étudiant catholique était, sinon introuvable, du moins réduit à cacher sa foi devant le scepticisme ironique et même agressif de ses maîtres et de ses camarades. Comment la situation a-t-elle changé à ce point ? Nous n'hésitons pas à le dire, c'est en grande partie grâce à ceux qui, depuis cette époque, ont été les maîtres de notre jeunesse, grâce à vous, Charles Maurras, et à l'Action française.

¹ Ce texte est paru dans *L'Action française*, repris dans le recueil de 1927 intitulé *L'Action française et le Vatican*, chapitre VIII. (N. D. É.)

On demande aujourd'hui à ceux d'entre nous qui sont catholiques, de tourner le dos à la route où leur foi n'a trouvé que l'encouragement, l'exaltation ou le respect. On leur demande de renoncer à ces méthodes de pensée, à ces vérités d'ordre expérimental dont leur esprit vivace avait besoin et qui se sont toujours harmonisées avec les vérités surnaturelles. On leur demande de fermer les yeux à l'Histoire et à l'observation et de renier les conclusions d'une culture qui, n'ayant fait que développer les énergies et les traditions de leur nature, exprime leur âme d'hommes et de Français. On leur demande de ne plus penser en français.

N'est-ce pas l'impossible ? Et votre *non possumus* ne s'impose-t-il pas à eux sous peine de suicide et de mort ?

Oui, les étudiants catholiques d'A. F. sont unanimes à dire que la parole de Rome a droit à leur foi ardente et à leur obéissance sans réserve dans le domaine surnaturel, où le Pape a des lumières supérieures. De cette soumission absolue en tout ce qui est religieux, ils ont tenu, dès les premiers jours de cette crise, à donner au Saint Père l'assurance publique. Mais sur les choses qui sont sous leurs yeux, sur le sens des enseignements politiques qu'ils ont reçus de l'Action française, sur les textes mêmes qu'ils ont lus, qui leur sont familiers, et que l'on a essayé de fausser, sur les faits enfin dont ils ont été témoins et que l'on a voulu dénaturer, comment pourraient-ils se soumettre en déclarant que ce qu'ils ont vu blanc est noir ?

Le déclareraient-ils qu'ils ne pourraient pas le penser et il n'y a pas d'obéissance sans adhésion de la pensée. Ceux qui voudraient obéir de cette manière se mentiraient à eux-mêmes ; ils enfermeraient dans leur conscience, ils incorporeraient à leur foi religieuse ce qu'ils savent être l'erreur, l'erreur matérielle, l'erreur de fait, c'est-à-dire un élément de nature à empoisonner cette foi et à la dissoudre. En vérité, pour éviter un pareil danger, ne vaut-il pas mieux faire avec l'Action française les distinctions nécessaires ?

Vouloir que nous violions la droiture de notre pensée, ce ne serait pas seulement faire à nos âmes, réduites au seul refuge du quiétisme, un mal moral irréparable ; ce serait aussi frapper à jamais d'incapacité notre intelligence. Nous avons rompu joyeusement avec le préjugé de nos pères que la religion s'oppose à la raison, nous avons rattrapé à votre école que le catholicisme est un élément capital de notre civilisation et de notre culture. Va-t-on, de nouveau, nous imposer le divorce ? Va-t-on nous rendre à l'inquiétude, au doute, à l'impuissance ? Va-t-on, avec notre génération intellectuelle, saboter l'élite de la nation ?

La nation : il n'est pas vrai que vous nous l'avez proposée comme une idole ; il est vrai seulement que vous nous avez fait prendre conscience de toutes nos raisons de l'aimer et de la servir, ce qui nous a permis de mieux nous élever vers toutes les généreuses et saintes causes de l'humanité et de

Dieu. Si nous oublions ces raisons, si, ce qui reviendrait au même, nous tournions le dos à l'enseignement et aux maîtres qui nous les ont rendues, ce n'est pas nous seulement qui dépéririons, nous aurions le sentiment d'abandonner à la même déchéance et de condamner à mort notre nation.

L'histoire des vingt dernières années de notre pays est remplie des combats victorieux où l'Action française, se portant sur tous les points attaqués par un régime destructeur, a arrêté net, et a finalement découragé ses entreprises de démoralisation, et non pas seulement sur le terrain national, mais sur le terrain religieux. Grâce à ces luttes, on ne peut plus aujourd'hui en France insulter publiquement Jeanne d'Arc. On ne peut plus violer les églises. On ne peut plus crocheter la porte des couvents. Mais supprimez par la pensée le rôle de l'Action française pendant cette période, et supposez le hideux sectarisme anticlérical suivant sa pente sans cet obstacle : vous aurez l'image d'une France qui serait tombée aujourd'hui à l'état où nous voyons le Mexique.

La France a le droit de vivre ; elle a le droit de défendre sa santé morale, sa sécurité, son existence même. Personne ne peut lui imposer de bander ses yeux ou de se lier un bras.

Nous, jeunes Français de 1927, nous avons le droit de défendre notre vie et notre avenir. Prêts à faire tous les sacrifices qui nous seront clairement proposés comme nécessaires au salut commun, nous refusons d'être les victimes lamentables des catastrophes sanglantes qu'amènera le régime du chaos démocratique et des chimères pacifistes, alors que l'ordre et la prévision auraient pu les empêcher. Nous ne voulons pas recommencer la douloureuse histoire de nos aînés d'il y a douze ans. Dix secrétaires généraux ou secrétaires adjoints de notre Fédération et plusieurs milliers d'étudiants d'A. F. tombés au champ d'honneur nous interdisent de l'oublier. Contre la nouvelle hécatombe, l'Action française est notre protectrice, notre seul bouclier : on ne nous l'arrachera pas !

C'est pourquoi, cher Maître, à vous, à Léon Daudet, à notre président Maurice Pujo, à tous nos chefs de l'Action française, qui sur les routes claires de l'intelligence, de l'honnêteté et de l'honneur, nous conduisez vers le salut de notre patrie, nous adressons l'assurance plus ardente que jamais de notre fidélité et de notre dévouement enthousiaste.

Ont signé :

GEORGES CALZANT, secrétaire général de la Fédération nationale des étudiants d'A. F.

CLAUDE JEANTET, secrétaire adjoint.

Tous les membres du comité du groupe des étudiants d'A. F. de Paris :
R. ROUSSEAU, R. FREDDET, JACQUES BONNEVAY, GABRIEL JEANTET,

délégué général des lycéens et collégiens d'A.F., LUC VAN DER ELST, F. DURAUD, HENRI GALLOT, PIERRE TREZENAS DU MONTCEL, JEAN DE FABRÈGUES.

Et, pour les rédacteurs de L'ÉTUDIANT FRANÇAIS, outre CLAUDE JEANTET et JEAN DE FABRÈGUES, HENRI LUZUY.

Les divers groupements d'A.F. et les sections de Paris et de province envoyèrent ensuite des déclarations d'inaltérable dévouement. Ces adresses furent successivement publiées dans le journal.